

On peut penser, agir

Autrement!

Quetigny tout beau tout rose ?

Dans le dernier bulletin municipal (janvier-février 2018), la majorité municipale nous présente un bilan fort élogieux de ses quatre années de mandat. Sans oublier que ce bilan est aussi celui des différents acteurs de la commune et celui du personnel municipal, tout n'est pas aussi rose qu'il n'y paraît.

L'emploi et l'activité économique se portent bien ? De nouveaux commerces se sont installés, mais combien d'emplois détruits dans la même zone ou ailleurs dans l'agglomération du fait de la concurrence ou des transferts d'activité ? Entre 2008 et 2013, les derniers chiffres de l'Insee dont nous disposons faisaient apparaître une perte de 338 emplois (- 5,1 %) à Quetigny.

La réhabilitation des logements rue des Huches et à Fontaine-Village était urgente, une des nécessités soulignées constamment par la Gauche Alternative. Elle est à mettre d'abord au crédit du bailleur social. S'il reste beaucoup à faire pour le logement social, c'est aussi le cas pour les propriétaires de leur logement pour qui la prime de 500 euros (seulement 20 bénéficiaires) est peu incitative, au regard par exemple des coûts d'isolation.

La vie associative reste forte à Quetigny et l'équipe municipale a eu raison de maintenir le niveau des subventions malgré la baisse des dotations de l'État.

L'opération « Cœur de ville » est le projet majeur de cette mandature. Pas moins de 9 immeubles vont être construits à proximité du terminus du tram, plusieurs autres sur le site ex-Atlas et à la place de la crèche actuelle.

Nous avons à plusieurs reprises dit notre opposition à ce projet qui est loin d'être aussi « remarquable » et « innovant » que nous l'assène la majorité municipale à coups de « com ».

Il aurait pu être conçu autrement, avec deux fois moins de logements, préservant quelques espaces libres permettant aux riverains de respirer. Le résultat risque de renforcer l'image d'une ville dortoir perdant peu à peu son identité verte pour devenir un simple quartier densifié de la Métropole.

Projet loin d'être partagé par les habitants qui se sont exprimés très majoritairement contre la densification autour du tram. Projet ficelé sans véritable participation des habitants et qui aurait dû faire l'objet d'une authentique consultation citoyenne, comme nous l'avons proposé à plusieurs reprises.

Bien sûr, tout n'est pas négatif dans ce projet. L'équipement culturel prévu à proximité du terminus devrait être un pôle d'animation et de rencontres pour les Quetignois. Regrettons cependant que le centre socio-culturel Léo Lagrange, principal lieu d'activités sociales de la ville, ne soit pas transféré au cœur de ville au lieu de se voir excentré à proximité de la gendarmerie.

Une nouvelle crèche / Maison de l'Enfant verra le jour dans l'espace des Huches avec 10 places supplémentaires. Besoin réel, mais coût de 3,3 millions d'euros ! N'aurait-on pas pu, pour beaucoup moins, moderniser la crèche actuelle ?

L'immeuble intergénérationnel prévu sur le site ex-Atlas (98 logements) est un projet que nous soutenons, en regrettant toutefois que lui soit accolée une cinquantaine de logements supplémentaires qui vont réduire encore l'espace vert dont auront besoin les habitants de cet immeuble.

Au total ce projet « Cœur de ville » **ne coûtera pas moins de 9,3 millions d'euros**, ce que la majorité municipale n'a jamais dit aux Quetignois. Était-ce vraiment la priorité dans les besoins de notre ville ?

Assemblée Générale

de la Gauche Alternative

vendredi 2 mars à 18 h 30

Salle Les Épenottes (cours Sully)

suivie d'un buffet (auberge espagnole)

Linky à Quetigny : On peut le refuser...

Encore un grand projet inutile et imposé !

ENEDIS (ex-ERDF) veut remplacer 35 millions de compteurs électriques par les compteurs Linky, communicants, "intelligents". À Quetigny, ce remplacement doit avoir lieu **au cours du 1^{er} semestre 2018**. L'opération, "gratuite", coûtera au bas mot 8 milliards d'euros, qui seront payés sur nos factures dans les années à venir, et la Cour des comptes estime qu'ENEDIS en tirera 500 millions d'euros de bénéfices.

On va mettre au rebut des compteurs en parfait état de marche, qui pourraient encore fonctionner pendant des années. Cela générera des tonnes de déchets qui ne seront pas recyclés à 100 %. C'est un gaspillage énorme de ressources en métaux et terres rares pour des appareils qui ne dureront qu'une quinzaine d'années au mieux. Tout cela sans bénéfices pour l'usager, selon la Cour des comptes.

Linky augmentera la présence d'ondes électromagnétiques dans un environnement déjà saturé par la téléphonie mobile, la Wi-Fi et autres, sans que personne ne sache vraiment l'effet à long terme de ces ondes... On sait déjà que des personnes électrosensibles, heureusement peu nombreuses, sont très fortement handicapées par ce compteur.



Par ses possibilités d'action à distance, Linky permettra de couper l'électricité très rapidement à un usager qui n'aura pas payé à temps sa facture, et permettra des délestages en fonction des besoins d'ENEDIS. Par son nouveau mode de calcul de la puissance délivrée, il obligera nombre d'usagers à augmenter leur puissance souscrite (d'où un abonnement plus cher). De plus en plus de témoignages disent que son installation entraîne des pannes d'appareils électriques. Linky permettra une surveillance généralisée des usagers, avec production d'un grand nombre de données qui pourront être vendues pour alimenter le "Big Data".

Refuser l'installation du compteur n'est pas illégal, même si les installateurs et ENEDIS tentent de le faire croire. Contre le gaspillage, contre la surveillance numérique, refusons ce compteur !

Mais au fait, que pense et dit le Conseil Municipal sur l'installation de ces compteurs qui sont la propriété des Quetignois ?

L'écho du parc

« C'est un projet inutile et coûteux qui sacrifie des terres agricoles ». Nous ne sommes pas à Notre-Dame-des-Landes, mais dans l'Est dijonnais, à Saint-Apollinaire sur le site du futur Écoparc Dijon Bourgogne qui sera construit sur 185 hectares, 108 ha à Saint-Apollinaire et 75 ha à Quetigny. Ce projet initié en 2001 pour la Communauté d'agglomération du Grand Dijon devait donner un nouvel élan économique à la région, être une vitrine de l'agglomération et de la Bourgogne, et accueillir 6 500 emplois ! Les premiers coups de pioche ont été donnés en octobre 2013... mais depuis ?

Depuis, en mémoire de la mort des terres agricoles, deux énormes pierres tombales en béton gravées de l'épithaphe "Écoparc Dijon Bourgogne" matérialisent la Z.A.D. (Zone d'Activités Dijonnaises). Ce n'est pas une zone à défendre : pas de chicanes sur les deux routes désertes qui traversent ce cimetière, seuls quelques barrages de blocs de pierre y interdisent la circulation. Depuis, aucune nouvelle entreprise innovante ne s'est installée. Seules deux sociétés, OCI informatique et Dicolor, ont décidé d'y déménager leurs activités. Est-il bien raisonnable d'ouvrir d'autres chantiers semblables, par exemple à Longvic-Beauregard ?

L'enquête publique, astucieusement ouverte en 2012 pendant la période des fêtes de fin d'année, n'avait pas suscité l'intérêt d'une population mal informée et peu consultée. Le manque de concertation autour de ce projet coûteux et destructeur de terres agricoles vitales fut bien dénoncé par quelques associations environnementales locales. Perçues comme des empêchuses de « créer des emplois » en rond, celles-ci avaient tenté (avec de bien faibles moyens) de faire entendre leurs voix pour dénoncer la perte irrémédiable de ces précieuses terres agricoles aux portes de Dijon. Ironie du sort : en 2018, pour aller vers l'autosuffisance alimentaire, Dijon métropole s'enorgueillit d'un grand projet baptisé "Dijon, territoire modèle du système alimentaire durable de 2030" !

En attendant, les terrains à bâtir coûtent cher à la SPLAAD (Société Publique Locale d'« Aménagement » de l'Agglomération Dijonnaise). **Le temps est-il encore à l'illusion du bétonnage à tout-va... et à la présentation de la facture des pots cassés sous forme d'impôts ?**



Macron, président des riches

Macron président des riches ? C'est devenu une banalité, tant les mesures qu'il a prises ou annoncées le montrent : suppression de l'ISF, taxation faiblement proportionnelle (et non plus progressive) des dividendes, baisse des impôts sur les bénéficiaires, actions gratuites aux managers des grandes entreprises, etc.

Avec le revers de médaille de ces largesses : baisse des revenus pour la majorité des retraités, moins d'argent pour les hôpitaux et EHPAD qui n'en peuvent plus, baisse des APL et ponction dans les réserves des HLM qui fragilise le logement social, incertitude sur les dotations aux collectivités, etc.

Ce sont les services publics et les personnes les plus fragiles qui en subissent d'abord les conséquences.

« Lorsque les riches s'enrichissent, cela profite à tous », et « la jalousie des pauvres n'est pas de mise » : voilà le fondement de la politique assumée sans complexe par le Président ! La réalité est autre. Avec Macron, la richesse ne ruisselle pas du haut vers le bas, elle est pompée du bas vers le haut.

Le "nouveau monde" cher à Macron ne date pas de 2017. Il prend directement sa source dans le quinquennat de Hollande et ses 62 milliards d'euros versés à ce jour au titre du CICE, et allés pour l'essentiel tout droit dans la poche des actionnaires, sans les créations d'emplois annoncées. Avec ces milliards, on aurait pu renflouer les hôpitaux, les EHPAD, boucher le trou de la Sécu, augmenter les bas salaires et les petites retraites et donner un coup de pouce aux collectivités locales.

Les amnésiques ou ceux qui ont cru en l'homme nouveau providentiel s'en souviendront-ils ?



Les emplois aidés sacrifiés

Ces emplois pour lesquels l'employeur reçoit une aide financière de l'État ne sont évidemment pas la solution au problème du chômage. Ils ont créé des effets d'aubaine pour le patronat, contribué au reflux des CDI, accompagné la baisse des effectifs de fonctionnaires. Des investissements publics massifs dans les entreprises stratégiques, la transition énergétique, les infrastructures ferroviaires... seraient bien plus efficaces pour l'emploi et contre les inégalités sociales et territoriales.

Mais ils ont leur utilité à court terme pour insérer professionnellement des jeunes ou pour assurer des missions à caractère social ou culturel. Ils n'ont pas toujours été aussi précaires et mal payés que sous Sarkozy ou Hollande ; les "emplois jeunes" de 1997, rétribués au SMIC, duraient 5 ans, et 80 % ont donné lieu à un emploi durable. Aujourd'hui, le contrat unique d'insertion (C.U.I.), décliné sous forme de contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.A.E.) dans le privé et de contrat initiative emploi (C.I.E.) dans le secteur non marchand, joue un rôle vital à l'échelle d'une commune comme Quetigny : auxiliaires de vie scolaire, aides à domicile, employé-e-s des associations... sont en 1^{ère} ligne face au déchirement du tissu social.

Le gouvernement, qui ne jure que par les baisses de "charges", a déclaré en septembre la guerre à ces emplois, dénonçant leur « inutilité » et annonçant leur division par 2 en 2 ans, privant ainsi de revenu 250 000 personnes. C'est un véritable plan de licenciement à l'échelle de la Nation, un traumatisme pour les travailleurs concernés, un désastre pour l'activité économique que suscitaient ces revenus modestes, un recul des solidarités locales. **Nous avons consulté les associations de la commune à ce sujet** ; s'il est difficile de connaître l'impact chiffré de la mesure, la condamnation est générale.

Certes, la mise en place en janvier de "parcours emploi compétences" montre que la ministre du Travail a changé de discours, découvrant l'intérêt de l'acquisition de qualifications... mais elle annonce aussi que la diminution du nombre d'emplois aidés en 2018 sera encore pire que prévu !

Le mot de l'élu par Pierre ABÉCASSIS

À QUOI SERVENT LES RÉUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ?

Il serait intéressant de savoir combien de personnes consultent le site internet de la Mairie à la rubrique "compte rendu du Conseil municipal". Espérons qu'elles sont plus nombreuses que celles qui assistent aux réunions dans le « public » : autant que de doigts d'une main. Le spectacle théâtral est pourtant au point : la droite joue bien son rôle de droite, dénonçant le "manque d'investissements" et le "personnel municipal trop nombreux", tandis que la majorité de gauche met en valeur le "faible endettement" de la commune, les impôts maîtrisés, et les espaces verts...

Mais le plus étonnant — et regrettable —, c'est que personne ne saura rien de ce "spectacle", de ses débats et des votes, même pas exprimés « pour la galerie », car... il n'y a pas de galerie.

En effet, tout se passe comme si l'important était de voter, c'est-à-dire de valider des décisions prises ailleurs. Dès lors, les débats deviennent purement formels : non seulement il ne s'agit pas de convaincre les autres Conseillers, mais pas même les citoyens auxquels rien ne parvient... sauf, éventuellement, ce que *Le Bien Public* veut bien en dire.

Dans certains cas, le Conseil municipal n'est même pas appelé à voter, car le législateur a prévu un "débat" sans vote. Pourquoi pas ? Ainsi, par exemple, le Conseil municipal de janvier 2018 a-t-il débattu du Projet d'aménagement de développement durable de la Métropole (PADD), projet politique important pour plusieurs années. Le Maire et quelques Conseillers de la majorité comme des oppositions avaient donc préparé consciencieusement questions et interventions, précisément pour échanger des idées exonérées du formalisme un peu "mécanique" du vote.

Hélas, nul ne saura rien de la richesse — pourtant réelle — de ces échanges puisqu'ils ne sont retranscrits nulle part.

La Gauche Alternative de QUETIGNY a émis, en décembre 2017, un vœu pour que les choses changent à ce niveau. Ce vœu a été largement repoussé par la majorité, mais le Maire a proposé une commission de travail pour améliorer les comptes rendus. Espérons qu'il tiendra parole.

Notre-Dame-des-Landes : enracinons l'avenir !

Après un suspense et une mise en scène relevant de la grande com', le verdict a été rendu : il n'y aura pas d'aéroport à NDDL. Et pourtant...

- En 2012, des bataillons de CRS ont tenté de déloger les militants écologistes qui occupaient physiquement la zone censée accueillir le "futur" aéroport.
- En 2017, avec son référendum mal ficelé, Hollande a contribué à embrouiller la situation et les enjeux du débat sur ce "Grand Projet Inutile" vis à vis du grand public.

Heureusement, ce qui a prévalu, c'est la lutte inlassable, depuis 50 ans, de ceux qui ont démontré, preuves à l'appui, la nocivité de ce projet, ainsi que le fort soutien populaire au mouvement.

La mort tragique et absurde du jeune Rémi Fraisse, militant écologiste pacifique, tué par des policiers surarmés à Sivens le 25 octobre 2014, a pesé également dans la balance.



Quels enseignements tirer de cette lutte ?

- La lutte paie : si en 2012, les CRS avaient évacué tous les occupants, et si le soutien populaire n'avait pas été si fort, l'aéroport serait construit, avec toutes ses nuisances environnementales.
- Ces "Grands Projets", dans la durée, se montrent dépassés ! Défendus par des politiques ayant une vision à court terme (profits), ils oublient de prendre en compte l'intérêt général et la survie d'une planète déjà gravement mutilée !

Inutiles et dangereux, il en reste encore quelques-uns à enterrer : le stockage de déchets radioactifs à Bure, la Ligne à Grande Vitesse Lyon - Turin et Center parcs par exemple : c'est le but que se sont fixé ceux qui se sont rassemblés ce 10 février à NDDL pour fêter la victoire et ENRACINER L'AVENIR (photo).

Quels enjeux maintenant ?

A NDDL, les terres agricoles ont été préservées du remembrement. Le bocage et son modèle agricole ont été maintenus.

Ce territoire doit rester un espace d'expérimentation sociale, environnementale et agricole. Pour cela, les paysans expulsés doivent retrouver leurs droits. Celles et ceux qui sont venus habiter ces dernières années dans le bocage, pour le défendre, et qui souhaitent continuer à y vivre et à prendre en charge les terres, dans toute la diversité du mouvement, doivent pouvoir le faire.

Les occupants de NDDL, mais aussi celles et ceux qui les soutiennent — nombreux à Quetigny — savent que cette lutte n'est pas terminée !

Dijon à l'instar des autres métropoles

« Notre rôle de métropole et de capitale régionale nous oblige », affirme M. Rebsamen dans le magazine *Dijon Métropole* n° 44.

Si en cinq ans, l'agglomération dijonnaise a gagné près de 7 000 habitants, largement au détriment des campagnes, faut-il se réjouir dans l'Est dijonnais d'une expansion urbaine si tentaculaire ? Faut-il, comme à Chevigny-Saint-Sauveur, densifier à tout-va au risque de perdre l'identité de notre ville, une ville verte, aérée, ouverte, ce qui fait son originalité et sa qualité de vie ?

La venue du tram à Quetigny avait pour ambition de réduire l'usage de la voiture pour faire baisser les niveaux de pollution et restreindre la circulation. Son arrivée s'est accompagnée de la modification du P.L.U. et de la construction inexorable de nouveaux immeubles plus hauts sur des espaces de plus en plus exigus. Quetigny n'a donc pas échappé à ces règles du projet métropolitain : densifier l'urbanisme, boucher les "dents creuses" (espaces libres), entasser la population dans la périphérie et, inéluctablement, augmenter la part de la voiture. Une ville compacte n'est pas nécessairement vertueuse. Les nouveaux résidents amènent des automobiles plus nombreuses, qui causent des problèmes de stationnement et de circulation ; et, tram ou pas, rien n'arrête l'usage de la voiture. Dans la zone commerciale qui s'étale avec indécence sur des hectares, elle reste reine. Un air pollué souffle sur l'Est dijonnais : pollution de l'air, pollution sonore, pollution lumineuse, aggravation des embouteillages, congestion, perte d'espaces verts, surpopulation... Nous sommes bien loin de la prise en compte de l'environnement. Quetigny, ville durable, ne se fera que par le développement d'une agriculture urbaine, avec une densité modérée et une restructuration des espaces immenses dédiés à l'automobile et au temple de la consommation.

Voilà la densification qui sert de prétexte à construire toujours plus, toujours plus haut, sur des aires urbaines déjà surpeuplées et déshumanisées autour des nœuds des réseaux de transport. Voilà ce à quoi « nous oblige » la Métropole attrape-tout !

**Vous exprimer...
Nous contacter...
Partager notre action !**

par mail : ga.quetigny@laposte.net
page Facebook : [@gauchealterquetigny](https://www.facebook.com/gauchealterquetigny)